



SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME MAJEUR GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

PROGRAMME REGIONAL SOLAIRE Phase II (PRS II)

PRS II N° : 8 - ACP - ROC - 042
CONVENTION N° : 6365/REG

**PARTICIPATION DU CILSS
A LA 1ERE SEMAINE DE L'EAU DE LA BAD
TUNIS / TUNISIE : du 1er au 3 juillet 2004**

RAPPORT DE MISSION

Juillet 2004

Mr. Seydou TRAORE
Coordonnateur Régional du PRS II

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I – DEROULEMENT DES TRAVAUX DE LA SEMAINE.....	4
II – SYNTHESE DES TRAVAUX DE LA SEMAINE.....	6
III – OPPORTUNITES POUR LE CILSS.....	11
IV – CONCLUSION.....	13
V – ANNEXE.....	14

INTRODUCTION

Sur invitation de la Banque Africaine de Développement (BAD), le CILSS a participé à la 1^{ère} semaine de l'Eau organisée du 1^{er} au 03 juillet 2004 par la Banque à Tunis en Tunisie sous le thème, **“Bâtir des Partenariats pour l'eau en Afrique”**. A cet effet, le CILSS a été convié à partager son expérience en matière de mise en œuvre du PRS en tant que **Programme Régional utilisant l'énergie solaire photovoltaïque** pour l'approvisionnement en Eau Potable des populations rurales.

Au demeurant, il convient de rappeler que la BAD constitue de nos jours et dans la région Africaine, le moteur de nombreuses activités relatives à l'eau dont les plus importantes sont les suivantes : l'initiative de la BAD pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement en milieu rural (IAEAR), la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) et le Programme pour l'Eau et l'Assainissement du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

La semaine de l'eau a été organisée pour encourager les acteurs du secteur de l'eau en Afrique à mettre en place des partenariats autour des initiatives principales de la Banque mais aussi à générer un large soutien de la part des actionnaires pour une action concertée afin de favoriser une gestion et un développement durables des ressources en eau de l'Afrique. La Semaine de l'eau fournira aussi une plate-forme d'échanges d'idées, d'expériences et des meilleures réalisations afin d'enrichir l'expertise de la Banque et des divers actionnaires pour mettre en œuvre efficacement les initiatives dans ce domaine.

Cette semaine de l'eau a par ailleurs été la tribune appropriée pour la BAD de procéder au lancement officiel de l'IAEAR et de la FAE.

Le présent rapport fait l'économie des activités relatives à la mission qui s'est déroulée du 28 juin au 04 juillet 2004 pour tenir compte des contraintes de voyage A/R entre Ouagadougou et Tunis.

I. DEROULEMENT DES TRAVAUX DE LA SEMAINE

Les travaux de la semaine se sont déroulés à l'Hôtel Sheraton & Towers Tunis du 1^{er} au 3 juillet 2004.

Ceux-ci ont été précédés par la 4^{ème} session du Comité Exécutif du Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW) tenue le 30 juin 2004 à l'hôtel Sheraton & Towers Tunis et qui a connu la participation de 17 Ministres Africains de l'Eau, membres dudit Comité.

Les travaux se sont déroulés en séances plénières (cérémonies d'ouverture et de clôture) et en sessions parallèles thématiques.

L'après-midi de la journée du samedi 03 juillet a été consacrée à une excursion pour visiter des infrastructures d'assainissement près de Tunis (usine de traitement des eaux usées recyclées après traitement).

La semaine a ainsi réuni environ 17 Ministres africains de l'eau appartenant au Comité Exécutif de l'AMCOW, plus de 40 intervenants du secteur de l'eau en provenance de plus de 60 pays représentant l'ensemble des parties prenantes de ce secteur vital qu'est l'eau.

1.1. *Cérémonies d'ouverture et de clôture des Travaux de la Semaine*

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le jeudi 1^{er} juillet et a été ponctuée par 5 interventions à savoir :

- le mot de bienvenue de Mr Amor EL Abed, Secrétaire d'Etat Tunisien chargé des ressources hydrauliques et de la pêche, qui précisera par ailleurs que d'énormes efforts sont attendus de l'Afrique qui ne présente qu'un taux d'accès à l'eau potable de 47% contre une moyenne mondiale de 82% ;
- la note de présentation de la semaine de l'eau lue par Mr Olabisi Ogunjobi, vice-président de la BAD chargé des opérations dans les régions centre et ouest ;
- l'allocution de Mr Omar Kabbaj, Président de la BAD qui procède par voie de fait au lancement officiel de l'Initiative de la Banque pour l'Alimentation en Eau potable et l'Assainissement en milieu Rural (IAEAR)
- l'allocution de Mr Alhadji Muktari Shagari, Président de l'AMCOW et Ministre Nigérian des Ressources en Eau qui procède également au lancement de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE)
- le discours d'ouverture prononcé par Mr Bill Cosgrove, Président du Conseil Mondial de l'Eau.

Dans son allocution, le Président de la Banque africaine de Développement, Mr. Omar Kabbaj, a mis en exergue le lien qui existe entre la mise en valeur des ressources en eau et la réduction de la pauvreté et a indiqué que cette perspective guide l'action menée par la Banque en vue de répondre aux crises de l'eau en Afrique, **l'eau étant considérée comme un « outil**

de développement économique et social » sur le continent. Le Président a souligné l'importance de plus en plus accordée au secteur de l'eau, comme en témoigne l'organisation de la première Semaine de l'eau en Afrique. Le Président Kabbaj a appelé la communauté internationale et toutes les parties prenantes à former avec la Banque un partenariat pour la mise en œuvre des initiatives relatives à l'eau, notamment la Facilité Africaine de l'Eau et le Programme du NEPAD relatif à l'eau et à l'assainissement.

Mr. Alhadji Mukhari Shagari, Président d'AMCOW et Ministre nigérian des Ressources en Eau a, dans son allocution, mis en relief les perspectives offertes par la Facilité pour réaliser la Vision africaine de l'eau grâce au partenariat et à une collaboration soutenue entre tous. Il note que la Facilité est le début d'une nouvelle ère et invite les dirigeants africains et la communauté internationale à la soutenir.

Dans son discours d'ouverture, Mr Bill Cosgrove, Président du Conseil mondial de l'eau, a indiqué que la BAD va dans la bonne direction avec ses initiatives relatives à l'eau, qui s'inspirent de la Vision africaine de l'eau. Il a expliqué que l'exécution des programmes nationaux au niveau local offre les meilleures chances d'atteindre les ODM (Objectifs de Développement du Millénaire). Il a mis en doute le principe en vertu duquel la demande constitue un préalable à l'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique, car le processus de développement aux Etats-Unis a suivi une voie différente. En effet, les investissements dans les infrastructures d'AEPA sous l'impulsion du secteur privé, ont encouragé la demande et le développement liés au secteur.

Après ces différentes interventions, les délégués des pays africains et les représentants de diverses institutions financières internationales, des Nations-Unies, des donateurs bilatéraux, des organisations non gouvernementales, des services publics et du secteur privé ont tour à tour exprimé leur soutien aux initiatives de l'eau lancées par la BAD et AMCOW. Certaines organisations, comme Habitat et l'Unicef, ont engagé des discussions avec la BAD en vue de former un partenariat officiel pour la mise en œuvre de ces initiatives.

Après cette cérémonie d'ouverture, les travaux de la Semaine se sont poursuivis comme suit :

- **Présentation et échanges en plénière le 1^{er}/07/04 sur les thèmes suivants :**
 - ◆ **Les défis des objectifs de développement du millénaire (ODM) et réponses,**
 - ◆ **Sécurité en eau : défis et réponses.**
- **Présentations et échanges en sessions parallèles sur les thèmes et sous-thèmes suivants :**
 - ◆ **Alimentation en Eau et Assainissement :**
 - Approches innovatrices au développement de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural ;
 - Le rôle des acteurs dans la gestion des services de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural ;
 - Réformes et services concernant l'alimentation en eau et l'assainissement pour les populations défavorisées ;
 - Eau et santé.

◆ **Financement des initiatives de l'eau :**

- Financer l'approche GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) ;
- Financement d'un système intégré de gestion des ressources en eau ;
- Soutien aux communautés et OSC : le rôle de la facilité en eau ;
- Financer les Programmes d'alimentation en eau et d'assainissement.

◆ **Ressources en eau et développement :**

- Sécurité en eau et développement économique,
- La gestion des ressources hydriques transfrontalières,
- Meilleures applications et expériences.

- **Session plénière de clôture le samedi 03/07/04 sur le thème : l'agenda régional et international de l'eau.**

Les échanges sur ce thème ont été couronnés par la cérémonie de clôture présidée par Mr O. Ogunjobi, vice-président de la BAD chargé des opérations dans les régions centre et ouest.

II. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DE LA SEMAINE

La synthèse des échanges sur chacun des thèmes est ci-dessous présentée :

2.1. Défis des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et du NEPAD (sécurité en eau & assainissement)

Les ODM ont été jugés par la plupart des participants difficiles à réaliser à l'horizon 2015 eu égard essentiellement aux problèmes de mobilisation des ressources financières et des procédures de mise en œuvre des programmes d'investissement.

En effet, les chiffres dans les domaines ci-après sont assez illustratifs (année 2000).

Assainissement :

- Asie = 79 % de taux de couverture
- Afrique = 21 % de taux de couverture

AEP

- Asie = 61 % de taux de couverture
- Afrique = 25 % de taux de couverture

Aussi, la BAD a été responsabilisée pour la mise en place des infrastructures (eau, assainissement, transport...) dans le cadre du plan d'action NEPAD qui vise par ailleurs à promouvoir l'intégration régionale.

Elle assure de ce fait le leadership dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour le compte de l'AMCOW et du NEPAD, l'AMCOW étant alors l'organe de coordination pour tout ce qui concerne les interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

Par ailleurs, **le financement attendu de la FAE dans le cadre des ODM est d'environ 15 milliards de dollars US répartis comme suit :**

- **Eau** = 10,4 milliards de dollars US
- **Assainissement** = 4,2 milliards de dollars US
- **Appui institutionnel** = 0,4 milliards de dollars US

Soit une mobilisation financière annuelle (à l'horizon 2015) d'environ 1,23 milliards de dollars US.

De ce fait, l'IAEAR prévoit la progression suivante en matière de taux d'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement :

- 47 % en 2004
- 66 % en 2010
- 80 % en 2015

Aussi, l'Initiative de la Banque pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et la Facilité Africaine de l'Eau constituent des actes concrets en vue d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. La Banque est en voie d'engager toutes les parties prenantes et les pays membres régionaux à traduire en actions concrètes les concepts et le cadre de mise en œuvre de ces initiatives. Il a été proposé que les stratégies de réduction de la pauvreté axées sur les ODM soient également utilisées pour la planification des investissements nationaux.

Les participants à la Semaine ont souligné la nécessité pour les organismes d'aide de réduire les conditionnalités et d'harmoniser les procédures de mise en œuvre des projets, de manière à accélérer l'investissement dans le secteur de l'eau afin d'atteindre les ODM.

Les actions et stratégies engagées pour l'atteinte des ODM doivent répondre aux principes de décentralisation et de renforcement des capacités dans la recherche d'un impact significatif sur le terrain.

La conférence a déploré le rôle insuffisant que joue la recherche appliquée dans le secteur de l'eau. Il a été noté que cette question reçoive l'attention méritée dans les activités futures de toutes les parties prenantes ainsi que les participants ont pris l'engagement d'en faire la preuve à la prochaine semaine de l'eau.

2.2. Alimentation en eau et assainissement

Les sessions consacrées à l'alimentation en eau et à l'assainissement avaient pour sous-thèmes les approches novatrices du développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, le rôle des parties prenantes dans la fourniture des services d'alimentation en eau et d'assainissement, la réforme de l'alimentation en eau et les services pour les pauvres, de même que le lien entre l'eau, l'assainissement et la santé.

Elles ont débouché sur les conclusions ci-après :

- La décentralisation de l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural offre l'occasion de promouvoir des politiques judicieuses, la responsabilité et la gestion au niveau le plus bas possible, l'extension à plus grande échelle, la séparation des rôles des parties prenantes, les bonnes pratiques et le développement des capacités.
- **L'investissement dans l'optimisation et la standardisation des technologies appropriées localement accessibles et des sources d'énergie renouvelable pour la fourniture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement est essentiel pour la sécurité alimentaire, le développement rural et l'amélioration des conditions de vie.**
- La mise en œuvre d'approches sectorielles globales doit s'appuyer sur un cadre porteur mettant en jeu des arrangements contractuels adéquats, la législation, la participation des différentes parties prenantes et l'utilisation de mécanismes de financement novateurs.
- Les activités d'appui institutionnel des institutions des Nations Unies devraient être complémentaires avec les investissements des BMD.
- Les partenariats entre les différentes parties prenantes pour l'IAEAR sont essentiels pour l'appropriation et la soutenabilité. Il convient, toutefois, de reconnaître et de gérer les différences qui existent quant aux intérêts, aux rôles, aux ressources et à la capacité des parties prenantes. De la sorte, on réduit les conflits et favorise des partenariats équitables comme efficaces. Les pouvoirs publics devraient organiser le cadre d'intervention et non agir comme prestataires de services.
- **La participation du secteur privé à l'approvisionnement en eau des zones rurales est possible pour les projets multicommunautaires.**
- Les réformes du secteur de l'eau devraient intégrer la séparation entre les fonctions de gestion des ressources, de fourniture de services et de réglementation.
- les éléments importants dans la prestation de service aux plus défavorisés devront comporter des réformes d'équipements collectifs inefficaces, des partenariats horizontaux et verticaux dans tous les aspects de la fourniture de l'eau, la gestion de la performance des parties prenantes qui utilisent des indicateurs globaux
- les droits des plus défavorisés à l'eau potable doivent être accompagnés du partage des responsabilités entre les parties prenantes;
- le soutien des pouvoirs publics est capital pour la réussite des réformes

En mettant l'accent sur les relations étroites entre l'eau, l'assainissement et la santé, il a été prouvé que la fourniture de l'eau et de l'assainissement pouvait réduire de moitié les maladies d'origine hydrique.

Des approches stratégiques pour aider les pays à atteindre les objectifs du millénaire en matière d'eau et d'assainissement ont été évoquées et comportent :

- le marketing social comme mécanisme possible de fourniture des services d'eau et d'assainissement étant donné la baisse des dépenses publiques consacrées à l'assainissement ;

- la priorité accordée à l'utilisation et pas seulement à la couverture des besoins pour lever les principaux obstacles qui empêchent de reproduire les meilleures pratiques ;
- la fourniture intégrée de services d'assainissement combinant l'élimination des excréments, l'enlèvement des déchets solides, la gestion des eaux usées et l'adoption des approches originales telles que le recyclage.

2.3. Financement des infrastructures de l'eau

Les sessions consacrées au financement des initiatives de l'eau se sont penchées sur les sous-thèmes : Financement de la GIRE, Financement de la gestion des ressources hydrauliques communes à plusieurs pays, Rôle de la facilité de l'eau dans l'appui aux communautés et aux organisations de la société civile, et Financement des programmes d'alimentation en eau et d'assainissement.

Investir dans l'eau et l'assainissement, c'est investir dans le développement et de manière durable, en s'appuyant sur les réformes, sur le renforcement des capacités et sur les mécanismes novateurs de financement du secteur de l'eau qui prennent en compte l'aspect infrastructure et l'aspect gestion des projets avec un recouvrement approprié des coûts.

La Facilité Africaine de l'Eau a un rôle à jouer dans le financement des initiatives de l'eau en localisant les plans mondiaux et régionaux, en facilitant le partenariat entre parties prenantes avec le soutien au renforcement des capacités à tous les niveaux. Le renforcement des capacités a été identifié comme étant un des déficits majeurs à la mobilisation du soutien des donateurs.

Les engagements politiques pris par les gouvernements doivent comporter l'intensification de la mobilisation des ressources intérieures et la réalisation des ODM grâce à leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

Par ailleurs, il importe de trouver des moyens novateurs pour mobiliser les ressources intérieures et pour encourager les investissements de ressources intérieures privées.

La gestion et la mise en valeur des ressources hydrauliques communes à plusieurs pays sont par nature très onéreuses et hors de la portée d'un seul pays ou d'un seul donateur et nécessitent des compétences de haut niveau, et elles demandent beaucoup de temps pour parvenir à des résultats tangibles.

Il importe donc de créer des partenariats pour financer les programmes de ressources hydrauliques transfrontalières. La modeste expérience de l'IBN démontre l'importance de la coopération et du partenariat dans la gestion et la mise en valeur des ressources hydrauliques communes. L'initiative de l'eau de l'UE et les programmes du FEM sont autant d'exemples d'efforts de collaboration en faveur de la mise en valeur et de la gestion des ressources hydrauliques transfrontalières. Il a été recommandé que toutes les initiatives de collaboration en matière de ressources en eau transfrontalières soient soutenues par le renforcement des capacités, la formation académique/professionnelle à long terme et la coopération sud-sud entre les pays riverains.

2.4 Gestion des ressources en eau

La session consacrée à la Mise en valeur des ressources hydrauliques s'est penchée sur les sous-thèmes qui ressortent des Programmes du NEPAD, notamment la Sécurité de l'alimentation en eau et le Développement économique, la Gestion des ressources hydrauliques transfrontalières, et les Meilleures pratiques et expériences.

Les principales conclusions de cette sous-session sont les suivantes :

- L'importante variabilité hydrologique en Afrique est un défi majeur à la mise en valeur des ressources hydrauliques. Il est essentiel d'investir dans des infrastructures appropriées en raison de la grande variabilité de la pluviométrie et de la vulnérabilité des économies. Pour assurer la sécurité d'alimentation en eau, condition indispensable à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté, un minimum de plate-forme d'institutions et d'infrastructures s'impose.
- Les recommandations de la Commission mondiale sur les barrages peuvent contribuer énormément à une meilleure gestion des ressources hydrauliques en général et au développement et fonctionnement durables des barrages en particulier.
- Le projet hydroélectrique d'Inga est un exemple de méga projets aux capacités énormes de production d'électricité qui pourront satisfaire les besoins de plusieurs pays africains et qui, une fois réalisés, pourront favoriser la paix, la solidarité, le développement socioéconomique et une véritable intégration régionale. Le transfert des eaux entre les bassins du Bassin du Lac Tchad est un autre exemple de production d'électricité, capable de promouvoir l'intégration régionale et de lutter contre la désertification.
- les occasions de participation du secteur privé à la mise en valeur et la gestion des ressources hydrauliques sont multiples.
- la sécurité d'alimentation en eau nécessite une gestion originale des ressources hydrologiques des bassins et des approches ascendantes aux investissements en fonction du sexe dans plusieurs systèmes d'utilisation de l'eau.

2.5. Actions de suivi de la Semaine de l'Eau

- Engagement des pays africains à commencer à traduire les objectifs globaux en programmes d'exécution nationaux.
- Traduction opérationnelle de la Facilité Africaine de l'Eau en collaboration avec d'autres partenaires.
- Accélération de la mise en œuvre des programmes pays d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays retenus pour la phase de lancement, à savoir le Bénin, le Burkina-Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Mali, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda et le Sénégal. A la suite de cette semaine, le Mali, le Nigéria et le Rwanda ont confirmé leur intention d'organiser des conférences de mobilisation des ressources auprès des donateurs dans l'optique des cibles des ODM en rapport avec l'IAEAR. Il est nécessaire d'étendre ces initiatives à d'autres pays éligibles.

- Intensification de la formation de partenariats et des actions concrètes de collaboration entre parties prenantes. Pour sa part, la BAD a fait part de son engagement à consolider les partenariats existants et à en constituer des nouveaux.
- Utilisation de la prochaine semaine de l'eau pour passer en revue les progrès réalisés sur les actions identifiées.

III. OPPORTUNITES OFFERTES AU CILSS PAR LA SEMAINE

Il est nécessaire de préciser que le choix de la BAD pour assurer cette responsabilité de leadership dans la mise en œuvre des initiatives sur l'eau et dans la gestion de la FAE n'est pas un fait du hasard. En effet, cette institution présente de longues années d'expériences dans :

- le financement et le suivi des projets et programmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ainsi que des projets d'appuis institutionnels aux Etats pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies cohérentes de développement du secteur de l'eau ;
- dans l'organisation et le financement des cadres de concertation au niveau régional sur les grandes questions ayant trait à l'eau (financement, mobilisation, investissement, gestion, partenariat ...) et en particulier la préoccupation qui concerne **la Gestion Intégrée des Ressources en eau (GIRE)**.

3.1. Présentation de l'expérience acquise dans le cadre du PRS

La participation du CILSS à cette importante rencontre s'est, entre autres, traduite par la présentation de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du Programme Régional Solaire (PRS) vue sous les 3 angles suivants :

- la promotion des technologies appropriées axées sur les énergies renouvelables pour un développement durable : exploitation de l'énergie solaire photovoltaïque pour l'approvisionnement en eau potable des populations rurales ;
- La conception et la mise en œuvre d'un programme régional d'AEP (valeur ajoutée significative par rapport aux projets nationaux) ;
- La création des conditions de viabilité des investissements et de développement du service de l'eau potable et de l'assainissement contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté au niveau régional.

3.2. Introduction auprès de la BAD d'une fiche de Projet sur le CILSS

Pour les besoins de la mission de Tunis, un document de projet d'AEP solaire pour l'extension (en terme de création d'infrastructures) et la consolidation du PRS a été élaboré et soumis aux autorités compétentes de la BAD dans le cadre des échanges bilatéraux aux détours des travaux de la semaine de l'eau. Une version du document a également été officiellement introduite auprès de la BAD par lettre N°00815 du 28 juin 2004. Le document semble retenir toute l'attention de ces partenaires. Le budget prévisionnel est d'environ 80 millions d'Euros soit 52.447.760.000 FCFA.

3.3. Suivi de certains dossiers du CILSS auprès de la BAD et diffusion de la documentation sur le CILSS

La mission a également été l'occasion de suivre auprès de la BAD le dossier PRADPIS (requête de financement introduite par lettre N°394 du 02/04/2004) et d'échanger sur les interventions de la BAD dans le domaine des EnR.

La documentation sur le CILSS et ses Programmes (PRS & PREDAS) a également été distribuée

3.4. Autres opportunités à exploiter : la Facilité Européenne pour l'Eau

Des échanges informels ont eu lieu avec certains partenaires financiers au développement dont particulièrement les responsables de la Commission Européenne à Bruxelles chargés de la Facilité Européenne pour l'Eau (FEE) mise en place dans le cadre de l'Initiative Européenne sur l'Eau s'inscrivant dans les efforts de convergence pour l'atteinte des ODM.

Il ressort de ces contacts que les critères d'éligibilité à cette FEE sont en élaboration et les premiers appels de présentation des projets pour sélection auront lieu en septembre 2004.

Aussi, une fiche de projet d'AEP Solaire ou tout autre investissement couvrant la zone CEDEAO pourra être conjointement élaborée (CILSS, CEDEAO, UEMOA) et soumise par le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO étant donné que dans le cadre du 9^{ème} FED, seuls les responsables des 2 institutions CEDEAO et UEMOA seront les régisseurs régionaux des fonds FED. Le CILSS sera le bras technique dans la mise en œuvre de ce programme.

IV. CONCLUSION

La mission a, somme toute, été concluante en ce sens qu'elle a permis au CILSS :

- de mieux se faire connaître à l'échelle régionale et internationale ;
- d'exploiter les importantes opportunités qui s'offrent dans le cadre de ces grandes initiatives et mutations visant la réduction de la pauvreté en particulier et le développement durable en général et axées, par excellence, sur la création des conditions pour un accès permanent à l'eau potable et à l'assainissement.

Aussi, il s'avère impérieux que le CILSS s'organise et développe des stratégies fiables pour profiter largement de ces opportunités de mobilisation des financements aux fins de réaliser au mieux son mandat et ses missions dévolus.

Au demeurant, une concertation CILSS-UEMOA-CEDEAO pourrait être envisagée dans les plus brefs délais en vue d'examiner les voies appropriées pour l'exploitation rationnelle des Initiatives (BAD et UE) et des Facilités (Africaine et Européenne) pour l'eau.

V. ANNEXE

Programme de la 1^{ère} Semaine de l'Eau de la BAD (1^{er} – 03 juillet 2004)

Banque africaine de développement



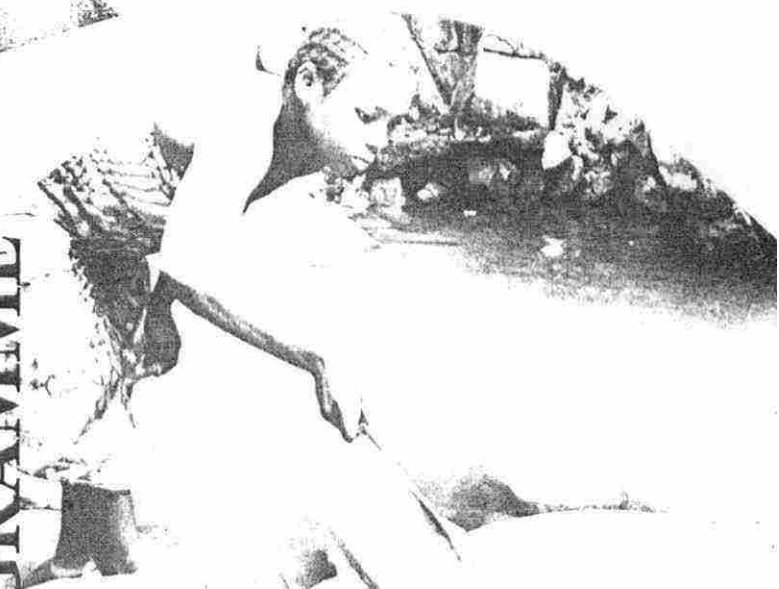
du 1^{er} au 3 Juillet 2004



© ASB, 2004 - Design and Layout, Internal and External Communications Division/Namsi

PROGRAMME

THÈME:
Bâtir des
partenariats pour l'eau
en Afrique



BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
PREMIERE SEMAINE DE L'EAU
HOTEL SHERATON & TOWERS TUNIS
1 - 3 JUILLET 2004

Bâtir des partenariats pour l'eau en Afrique

Le groupe de la Banque africaine de développement accueille tous les participants à la première Semaine de l'eau de la BAD du 1er au 3 juillet 2004 à Tunis. Nous sommes tous conscients que la gestion et le développement des ressources en eau sont parmi les questions les plus cruciales auxquelles l'Afrique est confrontée. La réduction de la pauvreté, le développement économique et le progrès social sont inextricablement liés à la gestion et au développement des ressources en eau de la région.

Afin de relever les défis considérables qui se posent à la gestion et au développement des ressources en eau en Afrique, la BAD a été le fer de lance de nombreuses activités relatives à l'eau dont les plus importantes sont les suivantes : l'initiative de la BAD pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural (AEAR), la Facilité africaine de l'eau (FAE) et le programme pour l'eau et l'assainissement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

La Semaine de l'eau a été organisée pour encourager les acteurs du secteur de l'eau en Afrique à mettre en place des partenariats autour des initiatives principales de la Banque mais aussi à générer un large soutien de la part des actionnaires pour une action concertée afin de favoriser une gestion et un développement durable des ressources en eau de l'Afrique. La Semaine de l'eau fournira aussi une plate-forme d'échange d'idées, d'expériences et des meilleures réalisations afin d'enrichir l'expertise de la Banque et des divers actionnaires pour mettre en œuvre efficacement les initiatives dans ce domaine.

Le président du Groupe de la Banque, M. Omar Kabbaj présidera la cérémonie d'ouverture de la manifestation et prononcera une allocution qui donnera le ton de la Semaine de l'eau. Il sera suivi par l'intervention du Dr. Bill Cosgrove, président du Conseil mondial de l'eau. Un débat général sur les moyens d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire relatifs à l'eau en Afrique suivra la cérémonie d'ouverture. Ce débat portera également sur les moyens de garantir l'accessibilité à l'eau dans le cadre du plan d'action pour les infrastructures du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Le reste de la Semaine de l'eau sera consacrée à des sessions parallèles thématiques destinées à proposer un forum pour des discussions plus approfondies autour des questions primordiales concernant « l'alimentation en eau et le développement de l'assainissement », « le financement des infrastructures hydriques » et « le développement des ressources en eau » qui composent l'essentiel du programme de la Semaine.

L'organisation de la Semaine de l'eau a été rendue possible grâce au travail acharné des membres du Comité d'organisation, et au soutien du personnel de nombreux départements de la Banque. Cependant, le succès de la Semaine de l'eau dépend de la participation dévouée des participants et des intervenants. La Semaine de l'eau devra être jugée à travers ses répercussions pratiques et la contribution qu'elle apportera dans la vie des habitants

des zones rurales et urbaines d'Afrique ainsi que sa contribution pour atteindre les objectifs internationaux de développement dans le secteur de l'eau. Outre la BAD, les gouvernements des Pays-bas, de Norvège, du Canada ainsi que l'Organisation des Nations unies pour l'Habitat et la Banque mondiale ont participé financièrement à l'organisation de la Semaine de l'eau. La direction de la Banque tient à remercier les gouvernements et organisations qui ont contribué à la tenue de cette importante manifestation. La BAD souhaite à tous les participants et délégués des sessions travail productives et positives, à l'occasion de cette Semaine de l'eau.

Le programme des sessions parallèles de la Semaine de l'eau de la BAD.

Séance Plénière

Les sessions parallèles destinées à proposer un forum pour des discussions plus approfondies autour des questions primordiales concernant l'alimentation en eau et le développement de l'assainissement, le financement des infrastructures hydriques et le développement des ressources en eau.

Les objectifs des sessions parallèles sont :

- Créer une prise de conscience et une synergie sur les problèmes actuels relatifs à l'eau en Afrique
- Proposer une plate-forme pour partager les informations, expériences, réalisations et expertise sur l'eau
- Renforcer la coopération et les partenariats et susciter des idées pour initier des actions futures.

Session parallèle I : Alimentation en eau et assainissement.

Objectifs

L'objectif de la session sur l'alimentation en eau et l'assainissement (AEA) est de partager les expériences et les enseignements sur des problèmes critiques qui affectent l'alimentation en eau et les services d'assainissement en général et dans les zones rurales en particulier. Le second objectif est de mettre en place un partenariat entre les différents acteurs afin de mettre en oeuvre l'initiative de la BAD pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural (AEAR)

Sous-sessions

Les sessions seront consacrées aux quatre sous-thèmes suivants :

- Approches innovatrices au développement de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural (AEAR)
- Rôles des participants dans la fourniture de service dans l'AEAR
- Alimentation en eau et réformes pour l'assainissement et les services pour les défavorisés
- Eau et santé

Session parallèle II: Financement des initiatives relatives à l'eau

Objectifs

Le but de la session est de passer en revue et de partager les expériences concernant les stratégies de financement les plus efficaces des initiatives majeures mises en oeuvre par la Banque dans le développement des ressources en eau de l'Afrique. D'autres initiatives ont été conçues par des entités n'appartenant pas à la Banque mais qui sont pertinentes pour l'Afrique et les initiatives propres de la Banque seront aussi évaluées. Les principales initiatives prises en charge ou conduites par la Banque dans le cadre de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural (AEAR), les initiatives pour l'eau en Afrique avec des implications importantes pour la Banque et pour l'Afrique comprennent : les objectifs de développement du millénaire (ODM), les initiatives pour l'eau de

l'Union européenne (UE), le programme pour les ODM en Afrique de la Banque Mondiale, le programme le programme de partenariat intégré de la gestion des ressources en eau (GWP IWRM) l'initiative pour les ODM du PNUD, le programme pour l'eau dans les villes africaines de l'Organisation des Nations unies pour l'habitat, etc.

Sous- session

Présentation et discussion autour des quatre sous thèmes suivants dans cette section :

- Financer la gestion intégrée des ressources en eau
- Soutien des communautés et de la société civile : le rôle des infrastructures relatives à l'eau
- Financer la gestion des ressources hydriques transfrontalières
- Financer les programmes d'alimentation en eau et d'assainissement

Développement des ressources en eau

Objectifs

Le développement des ressources en eau a un impact considérable dans tous les aspects du développement socio-économique et de la croissance. L'eau est un élément-clé pour le développement durable et est centrale quant à la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, une croissance soutenue par le secteur privé, l'éducation, le développement participatif et la bonne gouvernance. L'Afrique détient le plus faible niveau de développement des ressources en eau avec seulement 4 % de ses ressources annuelles en eau soit 5400 m3 utilisés. Près de 40 % des zones cultivées sont irriguées et le potentiel hydraulique est pratiquement inexploité. Des variations extrêmes de climat et de topologie ainsi que la multiplicité des eaux transfrontalières forment les caractéristiques principales de l'environnement hydrique en Afrique.

Le programme pour l'eau et l'assainissement du NEPAD soulève, en arrière-plan de la mise en oeuvre d'actions de court terme, la nécessité de considérer l'imminente crise de l'eau et l'élaboration de stratégies sur le long terme afin de garantir l'accessibilité à l'eau en Afrique. Cette session parallèle s'attardera sur les problèmes du développement des ressources en eau et des actions prises dans le cadre du NEPAD et dans la perspective des objectifs des programmes pour l'eau et l'assainissement, l'agriculture, l'énergie et l'environnement.

Sous-session

La session parallèle est organisée autour de trois thèmes principaux qui font partie des programmes NEPAD.

- La garantie de l'alimentation et le développement. Débat sur les problèmes d'alimentation en eau et du lien avec le développement socio-économique et présentation du cadre stratégique pour le développement à moyen et long terme du NEPAD (MTLSF)
- La gestion des ressources hydriques transfrontalières: Echanges sur les actions en cours et les projets futurs ainsi que présentation du Plan d'action à court terme du NEPAD au regard des ressources hydriques transfrontalières.
- Meilleures mise en oeuvre et expériences: Partage des informations sur les expériences et sur les expertises sur les questions de développement des ressources en eau.

Visite d'infrastructures lors de la Semaine de l'eau

Les autorités tunisiennes qui contribuent à la Semaine de l'eau ont organisé une visite sur le site d'infrastructures d'assainissement près de Tunis. Cette visite aura lieu dans l'après-midi du 3 juillet, après la clôture de la conférence. L'autorité tunisienne responsable de l'assainissement, l'ONAS, a organisé une visite du système de recyclage des eaux usées, traitées pour l'irrigation. Les participants visiteront l'usine de traitement des eaux usées. Après recyclage, l'eau est réutilisée pour l'arrosage des terrains de golf, l'irrigation des pâtures et des vergers.

LA SEMAINE DE L'EAU

Jour 1 : Jeudi, 1 juillet 2004 Session d'Ouverture

08:00-09:00	Inscription Comité d'organisation
09:00-12:00	Séance plénière : Séance Ouverture M.K.Bedoumra, Directeur Infrastructure, régions Nord, Sud et Est, BAD
09:00-09:10	Allocution d'ouverture & Présentation de la Semaine de l'eau, M. Olabisi Ogunjobi, Vice-Président de la BAD chargé des opérations dans les régions Centre et Ouest
09:10-09:30	Allocution d'ouverture (Q & R), M. Omar. Kabbaj, Président, BAD
09:30-09:40	Déclaration (Lancement de la Facilité africaine de l'eau), M. A.M.S. Shagari, Président du Conseil ministériel africain de l'eau (AMCOW)
09:40-10:00	Discours d'ouverture, M. B. Cosgrove, président du Conseil mondial de l'eau
10:00-10:30	Pause café
10:30-11:30	Réponse des partenaires (5 minutes chacun) <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernements, M. S. Diallo, ministre, Burkina Faso • Organisations régionales, M. R. Mochebelele, Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) • Organisations Internationale (UN WATER), M. J. Dione, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) • Organisation internationale, Mlle V. Tobin, UNICEF • Organisation internationale, M. K. Ray, Initiative HABITAT de l'ONU • Partenaires multilatéraux du développement, M. A. Liebaert, Union européenne • Partenaires multilatéraux du développement, M. D. Grey, Banque mondiale • Partenaires bilatéraux du développement, M. B. Prokurniak, Agence canadienne de développement international • Partenaires bilatéraux du développement, M. J.-Y. Grosclaude, Agence française de développement • Organisations de la société civile, M. E. Nada, Réseau africain des organisations de la société civile sur l'eau • Secteur privé, M. S. Lushaba, Rand Water (agence nationale sud-africaine de distribution de l'eau)
12:00-14:00	Pause Déjeuner
14:00-16:00	Séance Plénière les défis des ODM et les réponsesPrésident : M. O. Ogunjobi, Vice Président de la BAD, chargé des opérations dans les régions Centre et Ouest
14:00-14:20	Atteindre les Objectifs de développement du Millénaire de l'Afrique dans le secteur de l'eau, M. A. Wright, président du Groupe de travail sur l'eau en Afrique (AWTF)
14:20-14:40	Partenariats régionaux et nationaux pour la mise en œuvre de la nouvelle Initiative de la BAD pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural, M. K. Bedoumra, Directeur du département de l'Infrastructure, régions Nord, Sud et Est (BAD)
14:40-15:00	Facilité africaine de l'eau : Objectifs, Gouvernance et modalités d'accueil, M.P.Aika, Directeur, des politiques et de la revue des opérations (BAD)
15:00-15:20	Mise en œuvre et partenariats régionaux et nationaux, M. E. Gabrielli, Partenariat global sur l'eau (GWP)
15:20-16:00	Débats

16:00-16:30

16:30-18:00

16:30-16:50

16:50-17:10

17:10-17:30

17:30-18:00

19:30-21:30

Pause Café

Séance Plénière : Sécurité en eau défis et réponses dans le cadre du NEPAD
Président M. T. Nkodo, Vice Président de la BAD chargé des opérations dans les régions Nord, Est et Sud

Sécurité d'approvisionnement en eau et développement économique.

M. M. Muller, (DWF), Afrique du Sud

Le Plan d'action à court terme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le cadre stratégique à moyen et long terme pour l'eau et l'assainissement. Mlle. M. Lebesa, Unité NEPAD de la (BAD)

Programme de collaboration en vue d'une stratégie d'investissement pour l'utilisation agricole de l'eau, M. T. Takavarasha, conseiller technique (NEPAD)

Débats

Dîner et Table ronde

Président M. C Boucher, Vice Président, chargé de la politique, de la recherche et de la planification

JOUR 2: Vendredi 2 juillet 2004: SESSION PARALLELES

Session parallèle I : Alimentation en eau et assainissement

Sous Session I: Approches innovatrices au développement de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural Coprésidents : M. A.R. Dulani, vice-ministre, Ethiopie, et M. Y. Vyas, chef de l'unité du développement durable et de la réduction de la pauvreté (BAD)

08:30-08:45	Décentralisation, M. Piers Cross, Programme de l'eau et de l'assainissement, Banque mondiale
08:45-09:00	L'énergie solaire et l'alimentation en eau dans les zones rurales M. Y. VYAS, Programme « Financement des services énergétiques pour les petits utilisateurs d'énergie » (FINESSE, géré par l'unité du développement durable et de la réduction de la pauvreté, BAD)
09:00-09:15	Technologie adaptée de pompe manuelle pour l'utilisation rurale M. N. Moon, ArrproTEC (entreprise privée)
09:15-09:30	L'énergie solaire en matière d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural M. Seydou Traoré, Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)
09:30-09:45	Problématiques/ Approches sectorielles (SWAP), M. Mugisha-Shillingi, Programme d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural de l'Ouganda
09:50-10:30	Débats
10:30-11:00	Pause café

Sous Session II: Le rôle des acteurs dans la gestion des services de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu rural Coprésidents : M. A.M. Ali Idriss, ministre, Ghana, & Mme Z. El-Bakri, Directeur du développement social, régions Centre et Ouest (BAD)

11:00-11:10	Gouvernements, M. M. Karua, ministre, Kenya
11:10-11:30	Société civile, M. B. Alcobua, Réseau de l'eau et de l'assainissement en milieu rural, M. J. Odolon, Water Aid
11:30-11:40	Donateurs, M. H. von Collenberg, KfW (agence de coopération allemande)
11:40-11:50	Secteur privé Représentant de la société Biwater
11:50-12:00	Gouvernement local et Communautés Agence communautaire de l'eau et de l'assainissement du Ghana
12:00-12:30	«Consolider l'efficacité du partenariat entre acteur du programme», M. B. Roche, Banque mondiale
12:30-14:00	Déjeuner

Sous Session III: Réformes et services concernant l'alimentation en eau et l'assainissement pour les populations défavorisées Coprésidents : M. H.D. Semega, ministre, Sénégal, & M. A. Wright, président du Groupe de travail sur l'eau en Afrique (AWTF)

14:00-14:20	Aperçu des réformes du secteur de l'eau, M. D. Mwanza, Partenariat sur l'utilité de l'eau (WUP, ONG)
14:20-14:40	« L'eau pour les villes africaines », phase II, M. A. Dziku, UN-HABITAT

14:40-15:00

Expériences du secteur privé dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement M. P.L. Petrique, Société d'aménagement urbain et rural (Saur Afrique)

15:00-15:45

Expériences en termes de fourniture de services aux populations défavorisées, M. S. Lushaba, Rand Water (compagnie nationale de l'eau sud-africaine), M. A. Limam, SONEDE (compagnie nationale de l'eau tunisienne), M. M. Fall, Sénégal

15:45-16:00

Implication des acteurs locaux et régulation, M. A. Bonnel, Agence française de développement

16:00-16:30

Débats

16:10-16:30

Pause café

Sous Session IV: Eau et santé Coprésidents : M. H.E.B. Munyaganizi, Secrétaire d'état Rwanda, & Mme A. Hamer, Directeur du développement social dans les régions Nord, Est et Sud (BAD)

16:30-16:45

L'impact sur la santé d'un bon système d'approvisionnement en eau et d'assainissement, M. E. Renganathan, Organisation mondiale de la santé

17:00-17:15

Approche stratégique pour l'assainissement, Mlle V. Tobin, UNICEF

17:15-17:30

Marketing social de l'assainissement, M. O.E. Diop, Programme de l'eau et de l'assainissement, Banque mondiale

17:30-17:45

Gestion des eaux usées, l'exemple tunisien, M. Koundi, ONAS (compagnie nationale tunisienne de l'assainissement)

17:45-18:00

Atteindre les Objectifs de développement du Millénaire relatifs à l'assainissement M. D. Saywell, Conseil de coopération sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSS Collaborative Council)

18:00-18:30

Débats

JOUR 2: Vendredi 2 juillet 2004: SESSION PARALLELES

Session parallèle II : Financement des initiatives de l'eau

Sous-Session I: Financer l'approche GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau) Coprésidents : M. E Lowassa, ministre, Tanzanie, & M. P. Afrika, Directeur des politiques et de la revue des opérations (BAD)	
8:30-8:40	Présentation, M. N. Ipsen, Partenariat global sur l'eau (GWP)
8:40-9:25	Le coût de la mise en oeuvre de l'approche GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau)- l'expérience de la région sub-saharienne, M. F. Bougaire, Afrique de l'Ouest, M. H. EL Atfy, Afrique du Nord, M. J. Boroto, Afrique du Sud, M. S. Thuo, Afrique de l'Est
9:25-9:35	Coût du renforcement des capacités de l'IWRM, M. J. Harlin, PNUD/Cap-Net
9:25-9:35	Débats
01:00-10:30	Pause café
Sous-Session II: Financement d'un système intégré de gestion des ressources en eau Coprésidents : M. P. M'Vouo, ministre, République du Congo, & M. H.O. Drammeh, directeur adjoint, Programme des Nations Unies pour l'environnement	
10:30-10:40	Présentation, M. D. Grey, Banque mondiale
10:40-10:50	Initiatives pour l'eau de l'Union européenne, M. M. le Genissel, France
10:50-11:00	Financement du Fonds pour l'environnement mondial, Mlle A. Bella, unité du développement durable et de la réduction de la pauvreté (BAD)
11:00-11:10	Exemple du Bassin du Nil, M. P. Kahangire, Initiative du Bassin du Nil
11:10-11:20	Financement du programme pour l'eau du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Mlle M. Lebesa, Unité NEPAD de la (BAD)
11:20-12:00	Débats
12:00-14:00	Déjeuner
Sous-Session III: Soutien aux communautés et OSC: le rôle de la facilité en eau Coprésidents : M. K.A. Mohammed, ministre, Soudan, & M. A Zahoud, secrétaire d'Etat chargé de l'eau, Maroc	
14:00-14:10	Présentation, M. S. Yahaya, BAD
14:10-14:20	Partenariat public/privé, M. Loïc Fauchon, Secteur privé
14:20-14:30	Expérience des ONG, Mlle. L. Spykerman, ONG
14:30-14:40	Gouvernements locaux, Mme. K. Taipale, ICLEA
14:40-14:50	Impliquer les banques locales, M. J. Wasielewski, USAID (agence américaine de développement)
14:50-15:30	Débats
15:30-16:00	Pause café
Sous-Session IV: Financer les programmes d'alimentation en eau et d'assainissement Coprésidents : M. B. Sonjica, ministre, Afrique du Sud, & M. A. Helmut, ministre, Namibie	
16:00-16:10	Présentation, M. K. Ray, UN Habitat
16:10-16:20	Stratégie de financement de l'Alimentation en eau et assainissement en milieu rural
	Mme M. Mehta, Programme de l'eau et de l'assainissement, Banque mondiale
1620-16:30	Nouvelles institutions financières, M. P. Mivedor, Banque européenne d'investissement

16:30-16:40

Protéger les interfaces côtières, M. C. Van de Guchte, Programme des Nations Unies pour l'environnement

16:40-16:50

L'expérience du financement du système d'approvisionnement en eau et d'assainissement, M. B. Jackson, Banque de développement d'Afrique australe

16:50-17:00

Mécanismes de recouvrement et de financement, M. P. Van Koppen, Centre de ressources international (IRC, ONG)

17:00-17:40

Débats

JOUR 2: Vendredi 2 juillet 2004: SESSION PARALLELES

Session parallèle III : Ressources en eau et développement

Sous Session I: Sécurité en eau et développement économique Coprésidents : M. A. enerunga, ministre, République démocratique du Congo, & M. G. Mbesherubusa, Directeur de l'Infrastructure, régions Centre et Ouest, BAD

08:30-08:50	Sécurité en eau et différence d'infrastructures en Afrique. Discours de présentation: Mme C. W. Sadoff, Banque mondiale	16:30-17:00
08:50-09:10	Perspectives de mise en œuvre des recommandations pour l'Afrique de la Commission mondiale des barrages, M. V. Jogoo, unité du développement durable et de la réduction de la pauvreté (BAD)	17:00-17:15
09:10-09:30	Projet de production d'énergie d'Inga: l'opportunité pour une intégration régionale	17:15-17:30
09:30-10:00	M. N. Matondo-Fundani, chef de division des équipements collectifs, département de l'Infrastructure, régions Nord, Est et Sud (BAD)	17:30-17:45
10:00-10:30	Débats	17:45-18:00
10:30-10:50	Pause café	
10:50-11:10	Les relations entre l'approche GIRE (Gestion intégrée des ressources en eau) et une croissance économique orientée vers les plus démunis, Mme Barbara van Koppen, Institut international de la gestion de l'eau (IWMI)	
11:10-11:30	Opportunités de participation du secteur privé dans le développement et la gestion de l'utilisation agricole de l'eau, M. D. Merrey, Institut international de la gestion de l'eau (IWMI)	
11:30-12:00	Garantir la sécurité alimentaire grâce au développement de l'irrigation, M. M. Seck, ENDA (ONG)	
12:00-14:00	Débats	
	Déjeuner	

Sous Session II: La gestion des ressources hydriques transfrontalières Coprésidents : M. D. Dadnadgi, ministre, Tchad, & M. Taylor-Lewis, Directeur, Unité NEPAD de la BAD

14:00-14:15	Le programme de perspective partagée du bassin du Niger M. M. B. Tuga, Autorité du Bassin du Niger	
14:15-14:30	L'initiative du bassin du Nil : expérience de la Banque M. C. Ojukwu, division de l'agriculture et du développement rural, régions Nord, Est et Sud, BAD (ONAR, I)	
14:30-14:45	Les transferts entre bassins: le cas du Tchad et du Congo M. S. Adamu, Commission du bassin du lac Tchad (LCBC)	
14:45-15:15	Débats	
15:15-15:30	Le système aquifère du Sahara nord occidental - Perspectives pour une vision commune MM. C. Fezzani et L. Djamel, Organisation du Sahara et du Sahel (OSS)	
15:30-15:45	La gestion du partage des nappes phréatiques : le cas de l'expérience de la gestion du grès de la nappe phréatique Nubienne M. O. Elbadawy, Centre de l'environnement et du développement pour le monde arabe et l'Europe (CEDARE).	
15:45-16:00	Débats	
16:00-16:30	Pause café	

Sous Session III: Meilleures applications et expériences Coprésidents : M. Mutagamba, ministre, Ouganda, & M. B. Sidibé, Directeur du département de l'agriculture et du développement rural, régions Nord, Est et Sud, BAD

L'expérience de l'introduction du genre dans la gestion des ressources en eau Mlle M. Yunusa, UN HABITAT, et Mme A. Fouich, (BAD)	
L'accès des populations défavorisées à l'eau en Afrique M. R. Jost, Secrétariat international pour l'eau	
La collecte de l'eau pour assurer les besoins de base M. N. Hatibu, chercheur, ASARECA	
Evaluation de l'expérience de la BAD en matière d'irrigation en Afrique du Nord M. J. Ribeiro, chef de division de l'agriculture et du développement rural, régions Nord, Est et Sud, (BAD)	
Débats	

JOUR 3: Samedi 3 juillet 2004: SESSION DE CLÔTURE

09:00-10:00	L'agenda régional et international de l'eau Coprésidents : M. H. El Afty, secrétaire d'Etat, Egypte, & M. C. Spencer, Directeur du département de l'agriculture et du développement rural, régions Centre et Ouest (BAD)
09:00-09:15	Les progrès sur le programme d'évaluation des ressources mondiales en eau M. G. Young, Programme d'évaluation des ressources mondiales en eau
09:15-09:30	Le projet africain d'échange de l'eau M. A. Iatsenia, Initiative de l'Eau, Forum économique mondial
09:30-09:45	Résultats de la conférence CSD 12 et ses implications pour l'Afrique M. A. Wright, président du Groupe de travail sur l'eau en Afrique (AWTF)
09:45-10:00	Préparation au 4ème Forum Mondial de l'eau M. R. Martinez, Commission nationale de l'eau, Mexique
10:00-10:30	Pause café
10:30-12:00	Session de clôture Président : M. O. Ogunjobi, Vice-Président de la BAD chargé des opérations dans les régions Centre et Ouest
10:30-11:00	Présentation des résultats de la Semaine de l'eau Rapporteur en chef
11:00-11:30	Observations finales et conclusions
11:30-11:45	Discours de clôture M. O. Ogunjobi, Vice-Président de la BAD chargé des opérations dans les régions Centre et Ouest
11:45-12:30	Conférence de presse
14:00-18:00	Excursion Comité d'organisation Comité d'organisation

ACRONYMES

ABN	Autorité du bassin du Niger
ACDI	Agence canadienne de développement international
AEA	Alimentation en eau et assainissement
AEAR	Approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural
AFD	Agence française de développement
AMCOW	Conseil des ministres africains de l'eau
AMCOW TAC	AMCOW comité technique et consultatif
ANEW	Réseau africain d'organisations de la société civile pour l'eau
ASARECA	Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et du Centre
AWTF	Groupe de travail africain pour l'eau
BAD	Banque africaine de développement
CCAFA	Conseil consultatif pour l'alimentation en eau et l'assainissement
CDD	Commission pour le développement durable
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDARE	Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et européenne.
CILSS	Comité interétatique pour la lutte contre la sécheresse au Sahel
CME	Conseil mondial de l'eau
CRI	Centre de ressources internationales
CWSA	Agence pour l'eau et l'assainissement du Ghana
DBSA	Banque de développement de l'Afrique du Sud
DWF	Département de l'eau et des forêts de l'Afrique du Sud
ENDA	Environnement et développement du Tiers monde
FAE	Facilité africaine de l'eau
FNUE	Fonds des Nations Unies pour l'environnement
IBN	Initiative pour le bassin du Nil
ICLEI	Gouvernements locaux pour le développement durable
IGIE	Institut de gestion internationale de l'eau
IWRM	Gestion intégrée des ressources en eau
KFW	Crédit pour la reconstruction (Hollande)
LCBC	Commission du bassin du lac Tchad
MDC	Maître de cérémonie
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
ODM	Objectifs de développement du Millénaire
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONAR	Agriculture et développement rural Nord, Est et Sud
PPE	Partenariat pour l'eau
PRVP	Politique, planification et recherche
PSDU	Unité de développement durable et réduction de la pauvreté
RWSN	Réseau rural pour l'eau et l'assainissement
SAUR	Société d'Aménagement Urbain et Rural
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour les enfants
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

WB

Banque Mondiale

WSP

Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque Mondiale

WWAP

Programme mondial d'évaluation des ressources en eau